

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL CEPE DE LA SALESSE

ZI de Courtine
115 rue du Mourelet
84000 Avignon

Références : 81-CRARC-2026-85
Code AIOT : 0006809911

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement SARL CEPE DE LA SALESSE implanté Lieux-dits La Salesse Est - Col des Sans Combe Frabresse - Bois communal de Lauze 81320 Murat-sur-Vèbre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a lieu dans le cadre de la vérification du respect des prescriptions d'un arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CEPE DE LA SALESSE
- Lieux-dits La Salesse Est - Col des Sans Combe Frabresse - Bois communal de Lauze 81320

Murat-sur-Vèbre

- Code AIOT : 0006809911
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de La Salesse regroupe 7 aérogénérateurs (S1 à S7, modèle Siemens) d'une puissance totale de 16,1 MW et d'une hauteur de mâts de 80 mètres. Ce parc éolien a été mis en service en décembre 2012 et est exploité par la société RES.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Levée de mise en demeure - équipements sous pression	AP de Mise en Demeure du 30/06/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu et la maintenance satisfaisante.

L'inspection considère que le suivi et la gestion des équipements sous pression apparaissent particulièrement rigoureux et conformes aux exigences réglementaires en vigueur.

L'inspection souligne que l'exploitant déploie ce suivi sur les autres parcs éoliens en France.

Il est proposé à Monsieur le préfet de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Levée de mise en demeure - équipements sous pression

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/06/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Prescription contrôlée : La SARL CEPE DE LA SALESSE, dont le siège social est situé 330 rue du Mourelet, zone industrielle de Courtine, 84000 AVIGNON et qui exploite un parc éolien de 7 aérogénérateurs sur la commune de MURAT-SUR-VEBRE, <u>est mise en demeure</u> de respecter les dispositions des articles suivants : <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 6 mois :

- article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples : en réalisant des dossiers d'exploitation des soixante-dix-sept équipements sous pression et en établissant une liste de ses équipements sous pression ;
- article 15 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples : en réalisant des inspections périodiques de ses équipements sous pression ;
- article 18 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples : en réalisant des requalifications périodiques de ses équipements sous pression ou en procédant au changement de ses équipements sous pression.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2025, complétée par le contrôle documentaire réalisé à son issue, l'inspecteur des installations classées a constaté la présence de onze équipements sous pression par éolienne, soit un total de soixante-dix-sept équipements sur le site. Au regard de leurs caractéristiques, ces équipements relevaient des dispositions de la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement. Il a été relevé que l'exploitant n'avait ni établi les dossiers d'exploitation correspondants, ni dressé l'inventaire de ces équipements, ni procédé à leurs requalifications périodiques. Ces manquements constituaient une méconnaissance des dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Par courriel en date du 31 octobre 2025, l'exploitant a informé l'inspection du remplacement de l'ensemble des équipements sous pression entre juin et août 2025. À cette occasion, il a transmis la liste des équipements, conformément aux exigences de l'arrêté précité, ainsi qu'une présentation du protocole de suivi mis en œuvre via l'outil SYMALEAN.

Lors de la visite d'inspection du 16 avril 2026, l'exploitant a présenté l'ensemble de ces éléments ainsi que le fonctionnement de l'outil utilisé. Celui-ci recense les soixante-dix-sept accumulateurs et intègre l'ensemble des informations requises par l'arrêté du 20 novembre 2017.

Par sondage, l'inspection a vérifié dans SYMALEAN les certificats de conformité des équipements ainsi que les échéances des prochaines visites réglementaires.

L'outil permet également d'assurer le suivi des qualifications et habilitations des personnels chargés des contrôles.

Au vu des vérifications effectuées, l'inspection constate la levée de la non-conformité précédemment relevée. Le dispositif mis en place apparaît satisfaisant et adapté à une gestion efficace des équipements sous pression.

L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir déployé ce dispositif de suivi sur l'ensemble de ses parcs éoliens exploités en France.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de

l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection s'est rendue dans le mât de l'éolienne E02 et a constaté l'absence de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Par sondage, l'inspection a vérifié les derniers rapports de contrôle de serrage des brides de fixations des éoliennes S3 (daté du 2 septembre 2024) et S7 (daté du 5 septembre 2025). Ces rapports décrivent les matériels utilisés pour les contrôles, leurs numéros de série et listent les brides contrôlées. Les résultats sont conformes et les rapports complets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des pales
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Par sondage, l'inspection a vérifié les derniers rapports de contrôles des pales des éoliennes E03 (daté du 19 septembre 2025) et E07 (daté du 25 septembre 2025) réalisés par l'entreprise VISIONDRONE. Les défauts constatés sont classés en 5 catégories : 1 - cosmétique - pas d'intervention requise 2 - mineur - à surveiller

<p>3 - moyen - à réparer dans les 6 à 12 mois</p> <p>4 - majeur - à réparer au plus vite</p> <p>5 - très sérieux - arrêt de la machine et à réparer avant redémarrage.</p> <p>Sur l'éolienne E03, 7 défauts cosmétiques, 27 défauts mineurs et 3 défauts moyens ont été constatés.</p> <p>Sur l'éolienne E07, 12 défauts cosmétiques et 22 mineurs ont été constatés.</p> <p>L'inspection souligne la qualité des rapports, qui contiennent des photos et des descriptions de chaque défaut et les recommandations associées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dès réception les rapports d'intervention sur les défauts moyens constatés sur les pales de l'éolienne E03.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>